



21 mars 2017 : rassemblement contre les fusions et les ComUE devant le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

À l'appel de CGT FERC Sup, CGT INRA, SNTRS-CGT, SNPRES-FO, SupAutonome-FO et SUD Education, près d'une centaine de personnels et d'étudiant.e.s se sont rassemblés le 21 mars 2017 devant le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Des établissements de toute l'Île-de-France étaient représentés. Les élus CGT au CNESER, réuni ce jour, ont fait état de la mobilisation et ont rejoint le rassemblement pendant la pause.

Les personnels et leurs organisations syndicales se sont rassemblés pour lutter contre les regroupements et fusions d'établissements. Ils réclament l'arrêt de la mise en place des ComUE et exigent la fin de la marche forcée et sans principe vers la fusion de leurs établissements.

Les prises de paroles de la CGT FERC Sup, du SNPRES-FO et du SNTRS CGT ont montré une forte convergence dans l'analyse de la situation et dans les revendications. Outre la dénonciation des ComUE et fusions (cf. le 4 pages CGT FERC Sup distribué pendant le rassemblement ► <http://cgt.fercsup.net/spip.php?article3503>) et leurs conséquences, les organisations ont appelé à mobiliser contre l'application du RIFSEEP au personnels ITA et ITRF lors du prochain CTMESR et à signer la pétition contre le « suivi / contrôle » de carrière des enseignants-chercheurs (► <http://ne-pas-ouvrir-alya.ouvaton.org/>).

Le Ministère a refusé de recevoir une délégation issue du rassemblement exprimant ainsi, une nouvelle fois, sa conception particulière du « dialogue social » et tout son mépris des personnels et de leurs organisations syndicales représentatives.

Pour la défense des personnels et de leurs statuts, pour la défense du service public national d'enseignement supérieur et de recherche, les mobilisations continuent.

La CGT FERC Sup appelle tous les personnels à se mobiliser dans les établissements pour s'opposer partout à la régionalisation/territorialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'à la fuite en avant des présidents d'université et de la CPU vers un « toujours plus d'autonomie » et d'« excellence ».

Montreuil, le 23 mars 2017